

Mars 2018

Cette publication s'adresse à nos partenaires institutionnels, socio-économiques de la région Grand Est et résume l'actualité de la Direccte sur ses différents champs d'intervention. Elle reprend des extraits d'articles ou de posts parus sur notre site et notre page Facebook ce mois-ci.

EMPLOI - INSERTION - ENTREPREUNARIAT

Parcours Emploi Compétences - Depuis le mois de janvier 2018, les contrats aidés ont été transformés en Parcours Emploi Compétences dont la mise en œuvre repose sur l'activation d'un triptyque «emploi/formation/accompagnement». Chaque parcours a pour ambition l'insertion durable sur le marché du travail de son bénéficiaire. Pour faire



connaître le dispositif, Jean-Luc Marx, Préfet de région, Préfet du Bas-Rhin a signé un premier PEC à la Ligue pour la Protection des Oiseaux d'Alsace. 9 627 contrats pourront être conclus cette année dans le Grand Est.

Une nouvelle Coopérative d'Activité et d'Emploi couvre la Marne et les Ardennes grâce au projet SET UP soutenu par le FSE. Cette réalisation va permettre à des entrepreneurs d'être hébergés dans une structure qui les accompagne dans le lancement de leur projet et qui gère la partie administrative de leur entreprise, grâce au statut d'«entrepreneur salarié». Formation, appartenance à un réseau, accompagnement, les avantages sont nombreux pour les futurs entrepreneurs à la fibre coopérative.

Recrutements - La Direccte a relayé plusieurs initiatives territoriales ce mois comme un job dating à la maison du lac du Der en Champagne ou le forum emploi transfrontalier dans les locaux de la pépinière d'entreprises La Ruche à Fessenheim.



FORMATION PROFESSIONNELLE

Notre Page a partagé la communication de la Ministre du Travail annonçant les axes de la grande réforme de la formation professionnelle, notamment :

- investir massivement dans la formation des compétences
- protéger les plus vulnérables ...

A titre indicatif, le service de contrôle de la formation professionnelle de la Direccte recense 6 200 organismes de formation en activité dans la région en 2016 et un chiffre d'affaire déclaré de près de 650 millions d'euros.

METROLOGIE LEGALE

Vérification des compteurs d'énergie thermique : le service de la métrologie légale de la Direccte a participé au cours du second semestre 2017 à une opération de contrôle nationale, dite «coup de poing» (réalisée une fois par an et simultanément dans toutes les régions) portant sur les compteurs d'énergie thermique installés sur les réseaux de chaleur.

Elle a pour but de disposer d'informations sur l'état de conformité d'un instrument de mesure réglementé. Pour le Grand Est, 348 compteurs ont été vérifiés, avec des non conformités pour 51 d'entre eux.



LES «SEMAINES A THEME»

La huitième édition de la Semaine de l'Industrie qui s'est déroulée du 26 au 31 mars a connu un grand succès par le nombre, la diversité et la qualité des 350 événements recensés sur le Grand Est, soit le double par rapport à 2016. Une réussite qui est aussi le résultat de l'engagement des organisations professionnelles et particulièrement de l'IUMM. Les services de l'Etat y ont participé, corps préfectoral, représentants de l'Education Nationale et de la Direccte. Philippe Lambalieu, responsable du service du développement et des mutations économiques à la Direccte a résumé sur France 3 les objectifs de la Semaine, dont le principal est de permettre à des jeunes de découvrir l'univers de l'industrie et ses métiers.



A titre illustratif, parmi les événements de cette Semaine, celui initié par l'unité meusienne de la Direccte et la délégation départementale aux droits des femmes et à l'égalité intitulée « Industrie, les métiers n'ont pas de sexe! » a traité la déconstruction des stéréotypes de sexe, le développement de l'apprentissage et de l'insertion des femmes dans tous les métiers. L'auditoire attentif était composé d'élèves de collèges.

La Semaine des Missions Locales, autre « marronnier » du mois : de nombreuses et diverses initiatives ont été organisées dans tous les territoires, dont la « journée du réseau des opérateurs » le 22 mars à Nancy.

Les 43 missions locales de la région développent un mode d'intervention global au service des jeunes prenant en compte l'ensemble des freins à leur insertion quel que soit le domaine : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs.



Des ministres sur le terrain. Le Premier ministre, Edouard Philippe, a fait un déplacement à Mulhouse portant sur la politique de la ville. Parmi les préoccupations diverses évoquées, la question de l'accès à l'emploi pour les jeunes issus des quartiers et plus précisément la difficulté qu'ils rencontrent pour trouver des lieux de stage. Mounir Mahjoubi, Secrétaire d'Etat au numérique a visité le site de BioSerenity dans l'Aube, une entreprise parfaitement connectée. Delphine Geny-Stephann, Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de l'Economie, s'est rendue dans l'entreprise VELUM dans le Bas-Rhin sur la thématique « l'industrie du futur ». A chaque fois, des agents de la Direccte ont participé au déplacement.

Travail et Dialogue Social

TRAVAIL ET DIALOGUE SOCIAL

Ordonnances travail : un observatoire d'analyse et d'appui au dialogue social et à la négociation sera mis en place dans chaque département afin de favoriser et d'encourager le développement du dialogue social et la négociation collective dans les entreprises de moins de 50 salariés. A été installé au cours du mois le premier observatoire dans la région Grand Est, celui du Haut-Rhin. Pour connaître leur rôle et leur composition, lire l'article sur notre site.

Lutte contre le travail illégal y compris le week end.

Au poste de contrôle Zoufftgen à la frontière franco-luxembourgeoise, une dizaine d'agents de l'inspection du travail de la Direccte, de la DREAL et des douanes luxembourgeoises a mené une action de contrôle. Plusieurs types d'infraction ont été constatés : les plus nombreuses concernent la réglementation sur le détachement transnational, mais aussi sur la sécurité du transport des matières dangereuses et le temps de conduite. Cette action est réalisée en application d'un accord de coopération entre la France et le Luxembourg.



Une vaste opération a été menée sur des chantiers dans plusieurs départements du Grand Est : Aube, Marne, Moselle, Bas-Rhin, Haut-Rhin. Les conditions d'emploi de plus de 150 personnes ont été vérifiées par une dizaine d'agents de l'unité régionale de lutte contre le travail illégal. Résultat : environ 10 % de salariés non déclarés, parfois démunis de titre de travail.

6, rue Gustave A. Hirn - 67085 STRASBOURG CEDEX

<http://grand-est.direccte.gouv.fr>



Suivez notre actualité :
www.facebook.com/direcctegdest/

Pour vous abonner ou désabonner :
acal.communucation@direccte.gouv.fr